



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

ACQUISITION ET LIVRAISON DE VÉHICULES NEUFS ET D'OCCASIONS AU PROFIT DU COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE GUADELOUPE ET DU COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE SAINT-BARTHÉLEMY SAINT-MARTIN

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Numéro de consultation : 2025-01-PRA

Date limite de réception des offres :

Le 08 septembre 2025 à 12h00 (heure de Guadeloupe) – 18h00 (heure de Paris)

Référence APPACH : PRA041316

Le présent règlement de la consultation comporte 11 pages numérotées de 1 à 11

GLOSSAIRE

<i>AE</i>	<i>Acte d'engagement</i>
<i>CCAG/FCS</i>	<i>Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services</i>
<i>CCP</i>	<i>Cahier des clauses particulières (CCP)</i>
<i>COMGENDGP</i>	<i>Commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe</i>
<i>CPV</i>	<i>« Common Procurement Vocabulary », vocabulaire commun pour les marchés</i>
<i>CSAG</i>	<i>Centre de soutien automobile de la gendarmerie</i>
<i>CSPI</i>	<i>Centre de services partagés interministériel</i>
<i>DCE</i>	<i>Dossier de consultation des entreprises</i>
<i>DRFiP</i>	<i>Direction régionale des finances publiques</i>
<i>EJ Chorus</i>	<i>Engagement juridique Chorus</i>
<i>FTVE</i>	<i>Fiche technique valant engagement</i>
<i>PLACE</i>	<i>Plateforme des achats de l'Etat</i>
<i>RPA</i>	<i>Représentant du pouvoir adjudicateur</i>
<i>SAV</i>	<i>Service après-vente</i>
<i>SE</i>	<i>Service Exécutant</i>
<i>STB</i>	<i>Spécification technique de besoin</i>
<i>VL</i>	<i>Véhicule</i>

*** **

ARTICLE 1 - OBJET & DURÉE DU MARCHÉ

1.1 - OBJET

Le présent marché a pour objet l'acquisition et la livraison de véhicules **neufs** et d'**occasions** au profit du commandement de la gendarmerie de **Guadeloupe** et du commandement de la gendarmerie de **Saint-Barthélemy Saint-Martin (971)**.

À titre indicatif, le montant **minimum** des dépenses pour l'année 2025 est estimé à **297 700 € HT**. Ce montant est donné à titre indicatif et ne saurait engager contractuellement l'Administration pour l'exécution du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure des marchés de prestations similaires avec les mêmes titulaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

1.2 - DURÉE D'EXÉCUTION

Le marché public est conclu pour une première période d'un an renouvelable trois (3) fois par reconduction tacite sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) années.

Il peut y être mis fin à l'expiration de chaque année sur initiative de l'acheteur, sous réserve d'en informer le titulaire par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé réception au moins trois (3) mois avant la fin de période en cours. Toutefois les

commandes en cours devront être livrées aux mêmes conditions. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.
Le marché prendra effet dès la notification de l'acte d'engagement au(x) titulaire(s). Les véhicules devront être livrés **avant la fin du mois de novembre chaque année**.

1.3 - DESCRIPTION DU MARCHÉ

Le présent marché consiste en l'acquisition et la livraison de véhicules répartis en quatre (4) lots. Le présent marché se compose d'une tranche optionnelle.

LOTS	INTITULÉ	Codes CPV
1	Acquisition d'un (1) véhicule neuf d'autorité au profit du commandement de la gendarmerie de Guadeloupe (971)	34100000
2	Acquisition de six (6) véhicules neufs de type SUV / « brigades » au profit du commandement de la gendarmerie de Guadeloupe (971)	34100000
<i>Tranche optionnelle</i>	<i>Acquisition d'un (1) véhicule neuf de type SUV / « commandement » au profit du commandement de la gendarmerie de Guadeloupe (971)</i>	<i>34100000</i>
3	Acquisition d'un (1) véhicule <u>électrique d'occasion</u> de liaison de petite capacité au profit du commandement de la gendarmerie de Guadeloupe (971)	34144900-7
4	Acquisition de deux (2) véhicules neufs de type SUV au profit du commandement de la gendarmerie de Saint-Barthélemy Saint-Martin (971)⁽¹⁾	34100000

⁽¹⁾ livraison demandée à Saint-Barthélemy

Les candidats pourront postuler pour un seul lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots. Un lot constitue un marché.

1.4 - CATÉGORIE DU MARCHÉ

Ce marché entre dans la catégorie des marchés de fournitures.

Le code CPV (vocabulaire commun pour les marchés) pour ce marché est le suivant :

34100000	:	Véhicules à moteur
34144900-7	:	Véhicule électrique

1.5 - FORME DU MARCHÉ

La procédure de passation est un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code. Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code.

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande et au fur et à mesure des besoins, conformément à l'article R. 2162-13. Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

En application à l'article R. 2162-14, l'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par le marché.

Il n'est pas fixé de montants minimum et maximum pour les commandes objet du présent accord-cadre.

Le prix d'achat appliqué lors de la facturation est le prix mentionné dans l'annexe financière à l'AE.

1.6 - DÉLAI D'EXÉCUTION

Le marché prendra effet dès la notification de l'acte d'engagement au(x) titulaire(s).

1.7 - VARIANTES

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

1.8 - SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée dans la présente consultation.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissant :

- le règlement de la consultation (RC) ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) - arrêté du 30 mars 2021 (*texte non joint au présent marché*) dont le titulaire reconnaît avoir pris connaissance.
Consultable sur le site de la direction des affaires juridiques :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>
- l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) ;
- l'annexe financière - bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- l'annexe technique - fiches techniques valant engagement (FTVE).

ARTICLE 3 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENTS

3.1 CONTENU DU PRIX :

Le prix est indiqué :

- en euros (€) ;
- unitaire ;
- hors taxes et toutes taxes comprises (le taux de T.V.A est indiqué à part) ;

Le prix de chaque pièce comprend :

- le prix du véhicule ;
- la garantie ;
- la livraison ;
- les frais de dossiers ;
- le carburant ;

- les formalités administratives relatives à la carte grise.

Le taux de la TVA est indiqué dans l'acte d'engagement.

3.2 RÉVISION DE PRIX

Les prix sont fermes l'année de la notification et révisables à chaque date de reconduction à l'initiative du titulaire.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au Commandement de la gendarmerie de Guadeloupe – Bureau des soutiens et des finances, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (barème et catalogues mentionnant les prix publics) avec un préavis de 3 mois avant la date prévue pour l'application de la révision dans la limite de 3% par an.

À défaut ou en cas de retard, les prix seront maintenus jusqu'à la prochaine date de reconduction.

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

4.1 - SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DE BESOIN (STB)

Les véhicules fournis sont conformes aux exigences techniques mentionnées sur les fiches techniques valant engagement (FTVE) annexées à l'acte d'engagement (AE).

Les véhicules doivent être conformes aux normes européennes en vigueur ou aux normes étrangères de classe équivalente.

4.2 - RESPECT DES TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES

Le titulaire s'engage à respecter les textes législatifs (présents et à venir) liés aux prestations réalisées comme :

- la réglementation française et européenne de portée générale et professionnelle ;
- les normes françaises et européennes ;
- l'ensemble des règles sanitaires auxquelles sont soumises les personnes publiques effectuant le même type de prestation ;
- le droit du travail.

ARTICLE 5 - IDENTIFICATION ET RÔLE DES PARTIES

5.1 - LE TITULAIRE

Par « *titulaire* », il faut entendre la société en charge de l'exécution du marché, et ce, indépendamment de sa forme juridique. Cette désignation inclut également son ou ses employés, ainsi que son ou ses représentants.

Toute modification intervenant au sein de la société du titulaire pendant la durée du marché devra être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception au RPA.

Sans que cette liste soit exhaustive, celle-ci pourra concerner : la personne ayant le pouvoir d'engager la société, la forme de l'entreprise, sa raison sociale ou dénomination, son adresse, le numéro de compte bancaire à créditer (notamment en cas de contrat d'affacturage intervenant en cours d'exécution du marché, *etc*).

5.2 - L'ADMINISTRATION

Par « *administration* », il faut entendre les différents services de l'État, notamment :

5.2.1 - Représentant du pouvoir adjudicateur

Il agit pour toutes les formalités de notification, du suivi administratif du marché et du mandatement.

L'administration avise le titulaire, dans les meilleurs délais et par écrit, de toutes modifications administratives et juridiques entraînant un changement dans l'exécution du marché.

5.2.2 - Service prescripteur

Le service prescripteur chargé de l'exécution financière du marché est la section Budget Administration. Elle est en charge de l'émission des engagements juridiques (EJ) sur Chorus et du traitement des factures.

5.2.3 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est la DRFiP de la Guadeloupe qui effectue le paiement par virement au compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement suivant les règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 6 - DÉTAILS DES PRESTATIONS ET DES FOURNITURES

6.1 - PRESTATIONS

6.1.1 - Nature de la prestation

Le titulaire doit assurer l'acquisition de tous les véhicules recensés par chaque bon de commande émis durant la validité du marché. Les véhicules livrés doivent respecter les exigences du présent CCP, ainsi que les caractéristiques techniques sur lesquelles il s'est engagé dans la FTVE.

Concernant le SAV (pendant la période de garantie), le titulaire assure la prise en compte du véhicule en panne directement au sein de l'unité où il a été affecté, dans un délai de 48 heures (2 jours ouvrés) après l'appel du bénéficiaire. Il établit le diagnostic de panne et répare le matériel ou procède à son remplacement auprès des bénéficiaires si la réparation n'est pas possible.

6.1.2 - Transport

Le titulaire a la responsabilité du transport des véhicules de ses locaux jusqu'au lieu de livraison.

6.1.3 - Livraison

Les véhicules sont principalement livrés aux adresses indiquées ci-dessous dans le délai sur lequel le titulaire s'est engagé sur les FTVE.

LOTS	Adresse de livraison et service à contacter
Lots 1,2 et 3 et tranche optionnelle	CENTRE DE SOUTIEN AUTOMOBILE DE LA GENDARMERIE Camp Dugommier - 97189 JARRY Cedex csag.bsf.comgendgp@gendarmerie.interieur.gouv.fr 0590 38 40 41 ou 42 / 0690 60 13 53
Lot 4	Brigade territoriale autonome de Saint-Barthélemy

	<p>Fort Oscar – Gustavia 97133 SAINT-BARTHELEMY</p> <p>csag.bsf.comgendgp@gendarmerie.interieur.gouv.fr 0590 38 40 41 ou 42 / 0690 60 13 53</p>
--	---

La date et l'horaire de la livraison seront à convenir avec le chef du Centre de soutien automobile de la gendarmerie (**CSAG**) de Baie-Mahault afin de permettre à celui-ci d'organiser les accès et de mettre à disposition du fournisseur l'emplacement nécessaire.

6.2 - FOURNITURES

6.2.1 - Documentation

Chaque véhicule livré doit être accompagné des documents listés ci-après :

Document à fournir	Détail du document
Carte grise	Format papier
Bon de livraison	<ul style="list-style-type: none"> - l'identification du titulaire du marché ; - le numéro du marché ; - le numéro du bon de commande ; - la date de livraison ; - la désignation du véhicule livré ; - l'immatriculation du véhicule ; - le nom lisible et le visa ou la signature de la personne chargée de la livraison et du bénéficiaire qui réceptionne le véhicule.

6.2.2 - Catalogue « photographique »

Le titulaire fournit à chaque FTVE :

- un catalogue « photographique » sous format Pdf contenant les photos des véhicules proposés ;
- le tarif (HT, TTC et montant de la TVA) de chaque véhicule ;
- la fiche technique du VL constructeur.

6.2.3 - Formalités administratives

Le titulaire s'engage à établir toutes les formalités administratives en règle et prendre en charge l'ensemble des frais pour la mise en circulation des véhicules (carte grise, frais d'immatriculation,...) afférents au(x) véhicule(s) proposé(s) au service prescripteur.

ARTICLE 7 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les opérations de vérification sont réalisées par le chef du centre qui procède à un examen et aux essais des véhicules pour s'assurer qu'ils répondent aux spécifications techniques du marché.

Chaque bordereau de livraison est vérifié et éventuellement annoté du constat fait par le bénéficiaire.

Un exemplaire du bordereau de livraison est remis à la personne qui réceptionne les véhicules, un autre est conservé par le titulaire.

ARTICLE 8 - CONDITIONS ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

8.1 - REMISE DES FACTURES

La ou les factures originales sont transmises, de façon dématérialisée, sur le portail sécurisé « Chorus Pro » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Outre les mentions légales, la facture doit porter les indications suivantes :

- le nom et la raison sociale du titulaire du marché, son adresse ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro de compte bancaire ou postal complet tel qu'il figure à l'acte d'engagement ;
- les références du marché;
- la référence de l'EJ CHORUS du bon de commande ;
- le code du service exécutant (SE) **PRFPLTF971** ;
- le numéro et la date de la facture ;
- la référence, la désignation et la quantité du(des) véhicule(s) livré(s) ;
- le prix unitaire HT, le montant de la TVA et le montant TTC.

Il est spécifié que chaque facture doit faire apparaître la même adresse, le même mode de paiement et la même désignation de fournitures que ceux exprimés dans l'offre par le titulaire.

8.2 - RÈGLEMENT

Le mode de règlement est le virement par mandat administratif.

Le règlement intervient par virement direct au crédit du compte ouvert au nom du titulaire dont les coordonnées figurent au présent marché.

8.3 - DÉLAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est de **trente (30)** jours.

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le point de départ du calcul de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou la date d'admission des prestations exécutées si celle-ci est postérieure à la précédente.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - AVANCES

Une avance peut être accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, conformément aux modalités des articles R2191-3 et R2191-16 du « Code ».

Le montant de l'avance est fixé à 5% (20% si le titulaire est une petite et moyenne entreprise) du montant du bon de commande. Le règlement de l'avance n'a pas le caractère de paiement définitif.

ARTICLE 9 - LES RECOURS

9.1 - RECOURS GRACIEUX

Le recours gracieux est le recours que le titulaire du marché peut adresser directement à l'administration, en cas de différend avec le représentant du pouvoir adjudicateur. Les délais de recours et de réponse de l'administration sont ceux fixés par l'article 46 du CCAG/FCS.

9.2 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET DES LITIGES

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

La procédure de règlement à l'amiable des différends ou litiges, susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché est celle prévue aux articles R2197-1 à R2197-25 et D2197-13 à D2197-22 du Code de la commande publique.

9.3 - RÈGLEMENT DES LITIGES ET DES CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est:

Tribunal Administratif de Basse-Terre
34, Chem. des Bougainvilliers
Cité Guillard
97100 – BASSE-TERRE
Tél : 05 90 38 49 00
Fax.: 05 90 81 96 70
courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

ARTICLE 10 - ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile professionnelle à l'égard du RPA et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ainsi que pour les dégradations occasionnées au matériel, hors faute d'un bénéficiaire.

À tout moment, l'administration peut demander au titulaire de fournir une justification qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11 - LES DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE D'UN PAYS ÉTRANGER

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

Tous les documents du marché, notices techniques, comptes-rendus d'intervention, correspondances, factures sont impérativement rédigés en français.

En cas de litiges, la loi française est seule applicable.

Le tribunal administratif de Basse-Terre est seul compétent pour régler les recours et litiges qui peuvent survenir entre la personne publique et le titulaire au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 12 - PÉNALITÉS DE RETARD

Conformément à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 1\,000$ dans laquelle :	
➤	P = le montant de la pénalité ;
➤	V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA ;
➤	R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

En cas de résiliation, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes est effectuée, les sommes restantes dues par le titulaire sont immédiatement exigibles.

13.1 - RÉSILIATION POUR MANQUEMENT

Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché fait l'objet d'un constat par la personne publique qui est notifié au titulaire.

Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché ayant donné lieu à une pénalité refusée par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire dans les conditions des articles 41 et 43 du CCAG-FCS.

Il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

13.2 - RÉSILIATION EN APPLICATION DES ARTICLES R.2144-1 À R.2144-8 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou au refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du nouveau code du travail, le marché est résilié aux torts exclusifs du titulaire.

13.3 - RÉSILIATION EN CAS DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché est résilié dans les conditions prévues par les articles L622-13 et L641-11-1 du Code de commerce.

13.4 - RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La personne publique peut, à tout moment, sans qu'il y ait faute du titulaire, mettre fin pour motif d'intérêt général, à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché par une décision de résiliation.

A Saint-Claude, le 11 juillet 2025

« Lu et approuvé, bon pour accord »

Le général Christophe PERRET,
commandant la gendarmerie de Guadeloupe.

(Cachet de la société, signature)

